

Synthèse du Grand Débat à Montréal

1^{ère} thématique : transition écologique

Situation

- Plusieurs expriment un sentiment de colère face à la crise écologique que nous vivons ou que nous allons vivre.
- Certains se demandent si la vraie question est de savoir comment « mener » la transition écologique ou si nous n'allons pas simplement la « subir ».

Causes

- Capitalisme : ses deux fondements (propriété privée et logique d'accumulation (qui engendre la nécessité d'une croissance permanente)) sont nommés comme des causes des enjeux environnementaux.
- Libéralisme politique : certains considèrent que c'est le fait de laisser trop de liberté individuelle qui est un enjeu (car alors il n'y a plus possibilité de s'opposer à certains comportements particuliers qui ont un impact négatif sur le collectif) et d'autres, au contraire, que c'est le fait de ne pas assez de liberté individuelle.
- Libéralisme économique : plusieurs nomment la rationalité économique (le fait que la majorité des citoyens ne s'intéressent et privilégient principalement la dimension économique comme critère d'évaluation de leurs actions) comme une des causes. Est ajouté la nuance d'une rationalité économique à court vs. à moyen/long terme car, à moyen/long terme, même si nous nous restreignons à ne considérer que la rationalité économique, il n'est pas rentable de détruire l'environnement comme nous le faisons actuellement.

Actions

- Certains recommandent d'« arrêter de simplement penser » à ces enjeux et plutôt « d'agir » sur ceux-ci. L'exemple d'un entrepreneur (présent dans la salle et qui s'est exprimé sur le sujet) qui s'est spécialisé dans la construction de maisons écologiques depuis plusieurs années illustre pour plusieurs cette dimension concrète de la lutte pour l'environnement. Pour d'autres, penser, c'est aussi, déjà, agir sur ces enjeux car cela crée les conditions qui rendent de nouveaux types d'action possibles (créer un nouveau vocabulaire, un nouvel imaginaire collectif qui permet des actions alternatives).
- Certains recommandent de laisser le marché économique auto-réguler (principe de la main invisible, d'une régulation spontanée et naturelle) ces problèmes écologiques. Le jour où les consommateurs ressentiront les impacts négatifs de leurs comportements directement sur leur propre vie, ils seront alors prêts à payer le prix adéquat et les quantités de capital économique disponibles pour agir concrètement sur ces enjeux permettra de répondre à ces enjeux.
- Nombreux sont ceux qui prônent un changement des comportements individuels (ex : limiter les vols France-Québec pour les français vivant au Québec, diminuer l'utilisation des pailles en plastique non réutilisables, etc.). Certains évoquent d'ailleurs de peut-être renoncer à la façon de vivre actuelle (et une autre personne ajoute que selon elle « les nouvelles générations » sont prêtes à s'engager dans cette direction).
- Collectivisation des moyens de productions (en écho à la critique de la propriété privée des moyens de production caractéristique du capitalisme) afin de démocratiser les prises de décision liées à la production de biens et services pour satisfaire les besoins de tous et plus uniquement les profits privés d'une minorité.
- La question de la présence d'une volonté collective suffisante ou non est posée mais non répondue.

2^{ème} thématique : fiscalité et dépenses publiques

Situation

- Plusieurs considèrent la situation insupportable mais pour différentes raisons : certains parce qu'une partie trop restreinte de la population payent une trop grande partie des impôts et d'autres à la perspective de faire payer des impôts à des personnes précaires ou qui vivent proche du seuil de la pauvreté.

Arguments et questionnements exprimés

- Politiques :
 - Chacun doit payer sa « juste part », c'est une responsabilité de chaque citoyen de payer de l'impôt, c'est un moyen pour faire ressentir le sentiment d'appartenir à une communauté, d'assurer une cohésion sociale.
 - Y a-t-il des impôts plus « justes » que d'autres? (ex : certains considèrent que la TVA est plus juste car de ce fait plus les citoyens consomment des produits taxés, plus ils sont taxés mais d'autres considèrent à l'inverse que, les besoins principaux étaient relativement communs à tous les hommes (leurs dépenses pour de produits taxés avec la TVA étant donc limitée), c'est un impôt injuste).
 - Quel est le véritable lien entre services publics et impôts? Est-ce surtout un argument de rhétorique politique (discours aux électeurs et médiatique) ou ce lien de causalité si souvent mentionné est-il une variable centrale dans le débat?
 - Certains mentionnent l'importance de savoir « qui sont ceux qui en bénéficient le plus » (certains semblent indiquer que ce sont essentiellement les personnes qui touchent des aides sociales et d'autres que ce sont plutôt les personnes fortunées et les grandes entreprises) pour alors pouvoir répondre aux questions adéquatement.
 - Les impôts sont la plupart du temps pensés unilatéralement en lien avec leur impact sur l'emploi.
- Économiques :
 - L'évasion / optimisation fiscale est mentionnée à plusieurs reprises (dont la mondialisation est un des catalyseurs) et sont pointés les géants du web (GAFAM) ainsi que les personnes fortunées.
 - Certains partagent des statistiques et des résultats financiers d'entreprises cotées en bourse pour illustrer l'existence de bénéfices financiers majeurs ces dernières années et donc la marge de manœuvre pour les états de taxer davantage celles-ci. Plusieurs ajoutent toutefois l'argument stipulant que si les impôts pour ces entités augmentent alors, du fait de l'évasion fiscale globalisée mentionnée précédemment, alors les entreprises quitteront le pays.

Actions

- Les urnes : le poids des électeurs est significatif et peut influencer le déploiement d'une fiscalité reflétant les convictions politiques de justice fiscale portée par les citoyens.
- Il faudrait mettre en place des garde-fous pour lutter contre l'influence anormale des lobbyistes dans les lieux de pouvoir et qui favorise la mise en place d'une fiscalité favorable aux plus riches.
- Plusieurs exigent une transparence envers « l'argent du peuple » et son utilisation afin de garantir une imputabilité (certains mentionnent cet argument surtout en référence aux bénéficiaires d'aides sociales et d'autres davantage en référence aux agents de l'état (élus, fonctionnaires, etc.)). Certains proposent également d'étendre ce devoir de transparence à l'utilisation de l'argent privé.
- Ne pas limiter l'âge pour travailler et même encourager les personnes âgées à continuer le travail.
- Simplification des processus administratifs.
- Rendre accessibles (transparence) et compréhensibles (adaptés à la littératie) les états financiers ainsi que les mouvements d'argent internes des organisations (privées comme publiques): c'est ainsi que les employés des entreprises individuelles, puis, par extension, les citoyens de toute la nation, seront capables de s'informer sur l'utilisation de l'argent de ces entités. Quelle part va aux impôts, aux employés et aux actionnaires? Quelle part n'est pas déclarée en France? Etc.

3^{ème} thématique : démocratie et citoyenneté

Questionnements vis-à-vis de la vie politique actuelle

- La délégation de notre pouvoir politique personnel de citoyen à des élus requiert pour le maintien de cette délégation une relation de confiance qui ne semble plus être présente selon la majorité des commentaires exprimés.
- La majorité des français ne votent qu'à une seule élection et davantage pour une personnalité qu'un programme politique concret.
- Pour plusieurs, le fait qu'il y ait plus de 500 000 élus (le chiffre de 618 000 est avancé en incluant les conseillers municipaux) ainsi que des institutions qui leurs paraissent inutiles (le cas du CESE est évoquée) ou tout du moins questionnables sur la nature ainsi que l'envergure de leur contribution à la vie démocratique illustre la nécessité de questionner « le poids » de l'État par rapport à son rôle, sa fonction et son impact dans la vie des citoyens. Un participant questionne par exemple : comment se fait-il qu'avec un aussi grand nombre de représentants élus il faille d'autres canaux de communication pour se faire entendre ?
- Certains questionnent s'il est juste que des français vivant au Québec continuent de pouvoir voter et donc de contribuer à la vie politique de la nation alors que des personnes, qui ne sont pas citoyennes françaises mais qui contribuent à la vie collective quotidienne, notamment via leur contribution économique, elles n'ont pas le droit de vote ni de contribuer formellement à la politique française.
- Plus de démocratie, notamment via les référendums, est-il nécessairement souhaitable? L'exemple du Brexit, de la possibilité de ne pas avoir fait passer le « mariage gay », d'avoir vu des référendum sur l'interdiction de construction de minarets, etc. inquiètent certains quand aux dérives potentielles de telles pratiques référendaires.
- N'y a-t-il pas des injonctions contradictoires pour les élus qui cumulent plusieurs mandats? Si oui, est-ce acceptable ou devrions-nous interdire ce cumul pour éviter qu'ils ne répondent pas adéquatement à leur mandat de représenter pleinement les intérêts des personnes qui les ont élus?
- Plusieurs questionnent la légitimité du gouvernement actuel en rappelant la faible proportion des citoyens qui ont voté pour LREM en comparaison à la majorité qu'ils occupent à l'assemblée nationale. Il y a ici le sentiment pour plusieurs citoyens que leurs intérêts ne sont pas représentés à leur juste mesure.

Actions

- Il y a encore une fierté du vote chez un nombre significatif de français malgré cela : pourquoi ne pas capitaliser sur cet élan?
- Proposition de déprofessionnaliser la politique (ex : via le tirage au sort, comme dans des jury dans le domaine de la justice).
- Suppression de plusieurs institutions dont la pertinence démocratique seraient évaluées comme non pertinente.
- Diminution du nombre globale d'élus et de fonctionnaires.
- Remettre en place un mandat présidentiel de 7 ans mais non renouvelable.
- Comptabiliser les votes blancs avec la condition particulière que s'il y a plus de 50 % de votes blancs, alors l'élection doit être recommencée.
- Passer au scrutin en mode proportionnel (même si plusieurs mentionnent leurs craintes associées au fait que ce système favoriserait la représentation « des extrêmes » dans les institutions politiques).
- Effectuer des élections en deux étapes : d'abord voter pour des idées, puis pour des individus se proposant de déployer les programmes choisis.
- Tirage au sort des sénateurs.
- Ajouter une condition pour être élu (peu importe le palier) : avoir un casier judiciaire vierge.
- Utiliser la technologie pour remettre l'électeur au cœur du système politique notamment via une réforme du financement politique :
 - Mise à disposition pour chaque électeur d'un montant identique d'argent public qu'il pourra affecter annuellement au ou aux partis de son choix via une application web sécurisée.
 - Pour contribuer à une information plus objective et fiable sur les propositions politiques : chaque électeur pourrait aussi affecter un montant, de l'ordre de 10 euros d'argent public, à répartir via une même application

web, parmi les médias d'information de son choix pour rendre ceux-ci financièrement viables et indépendants de la publicité et des pressions économiques qui vont avec.

- Le cœur de l'action de l' élu étant d'être fiduciaire de l'argent public, ce système pourrait aussi être utilisé côté recettes pour l'aider à valoriser, dans les appels d'offres publics par exemple, les « bons » citoyens corporatifs.
- Favoriser des mécanismes permettant la proposition au vote d'initiatives citoyennes (comme avec les référendums en Suisse, le conseil de citoyens choisis pour rédiger la constitution en Islande, etc.). L'exemple du référendum d'initiative citoyenne (RIC) est mentionné à plusieurs reprises comme constituant l'une des solutions les plus pertinentes pour garantir davantage de démocratie en France.
- Aménager les conditions de travail (notamment une réduction du nombre d'heures de travail) afin de favoriser l'implication politique des citoyens.

4^{ème} thématique : l'organisation de l'État et des services publics

- Dépenses publiques : elles sont considérées comme trop importantes (notamment les dépenses associées aux consulats, aux ambassades, etc.), peu transparentes, plus ou moins pertinentes (est remise en question par exemple la pertinence de l'envergure de l'implication militaire française à l'étranger mais est, aussi, rappeler l'utilité de certains de ces dépenses (comme les infrastructures de transport, le système éducatif, etc.) pour mettre en place les conditions propices à une activité économique florissante), qu'elles seront en continuelle augmentation mais certains considèrent, aussi, que c'est « le prix de la démocratie ».
- Services publics : plusieurs mentionnent la difficulté d'accès à ces services, leur complexité, l'antipathie des fonctionnaires qui nous y reçoivent (ainsi que le fait de ne pas pouvoir se séparer de ceux qui sont incompétents pour leurs fonctions contrairement à la réalité de ceux qui ne travaillent pas pour l'État), une concentration excessive des pouvoirs et de l'exécutif.
- L'auto-référentialité est également soulevée : la France se regarde dans le miroir plutôt que s'interroger de son rôle par rapport aux autres pays, par rapport à son inscription dans le monde.

Actions

- Adopter une vision plus globale, plus intégrative, plus holiste.
- Travailler à la décentralisation des services publics et de la prise de décision publique.
- Décoloniser nos imaginaires (sortir de la binarité de pensée, d'opposer nécessairement les concepts, les personnes et les personnes entre elles).
- Responsabiliser les citoyens, les élus et les fonctionnaires quant à leurs devoirs, l'exigence de leurs fonctions pour le bien être de la collectivité.